

Entrée en vigueur

Art. 97. La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 15, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 47, 64, 65, 66 et 89, dont le Roi fixe la date d'entrée en vigueur et au plus tard un an après la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 février 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Inwerkingtreding

Art. 97. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op die waarin ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 15, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 47, 64, 65, 66 en 89, waarvan de Koning de datum van inwerkingtreding bepaalt en uiterlijk één jaar na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 februari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

F. 97 — 843

[S - C - 97/9334]

**4 MARS 1997. — Loi instituant
le collège des procureurs généraux
et créant la fonction de magistrat national (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — *Du collège des procureurs généraux*

Art. 2. Un article 143bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code judiciaire :

« Art. 143bis. § 1^{er}. Les procureurs généraux près les cours d'appel forment ensemble un collège, appelé collège des procureurs généraux, qui est placé sous l'autorité du ministre de la Justice. La compétence du collège s'étend à l'ensemble du territoire du Royaume et ses décisions engagent les procureurs généraux près les cours d'appel et tous les membres du ministère public placés sous leur surveillance et leur direction.

§ 2. Le collège des procureurs généraux décide, par consensus, de toutes les mesures utiles en vue :

1° de la mise en œuvre cohérente et de la coordination de la politique criminelle déterminée par les directives visées à l'article 143ter, et dans le respect de leur finalité;

2° du bon fonctionnement général et de la coordination du ministère public.

Si aucun consensus ne peut être dégagé au sein du collège, et si l'exécution des directives du ministre relatives à la politique criminelle est ainsi mise en péril, le ministre de la Justice prend les mesures nécessaires pour assurer leur application.

(1) *Session ordinaire 1996-1997 :*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 447/1 du 26 octobre 1996. — Amendements n° 447/2 à 3. — Rapport n° 447/4 du 14 décembre 1996 de MM. Coveliers et Vandenberghe. — Texte adopté par la commission n° 447/5 du 14 décembre 1996.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 18 et 20 décembre 1996.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat n° 867/1 du 30 décembre 1996. — Amendements n° 867/2 à 5. — Rapport n° 867/6 du 17 février 1997 de MM. Giet et Lozie. — Amendements n° 867/7. — Texte corrigé en séance plénière n° 867/8 du 20 février 1997.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 19 et 20 février 1997.

N. 97 — 843

[S - C - 97/9334]

**4 MAART 1997. — Wet tot instelling
van het college van procureurs-generaal
en tot instelling van het ambt van nationaal magistraat (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Het college van procureurs-generaal*

Art. 2. In het Gerechtelijk Wetboek wordt een artikel 143bis ingevoegd, luidende :

« Art. 143bis. § 1. De procureurs-generaal bij de hoven van beroep vormen samen een college, college van de procureurs-generaal genaamd, dat onder het gezag van de minister van Justitie staat. De bevoegdheid van het college strekt zich uit over het gehele grondgebied van het Rijk en zijn beslissingen hebben bindende kracht voor de procureurs-generaal bij de hoven van beroep en alle leden van het openbaar ministerie die onder hun toezicht en leiding staan.

§ 2. Het college van procureurs-generaal beslist bij consensus over alle maatregelen die nodig zijn voor :

1° de coherente uitwerking en de coördinatie van het strafrechtelijk beleid vastgelegd door de in artikel 143ter beoogde richtlijnen, en met inachtneming van de finaliteit ervan;

2° de goede algemene en gecoördineerde werking van het openbaar ministerie.

Indien het college geen consensus bereikt en indien de uitvoering van de ministeriële richtlijnen van het strafrechtelijk beleid daardoor in het gedrang komt, neemt de minister van Justitie de noodzakelijke maatregelen om de toepassing ervan te waarborgen.

(1) *Gewone zitting 1996-1997 :*

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 447/1 van 26 oktober 1996. — Amendementen nrs. 447/2 tot 3. — Verslag nr. 447/4 van 14 december 1996 door de heren Coveliers en Vandenberghe. — Tekst aangenomen door de commissie nr. 447/5 van 14 december 1996.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 18 en 20 december 1996.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat nr. 867/1 van 30 december 1996. — Amendementen nrs. 867/2 tot 5. — Verslag nr. 867/6 van 17 februari 1997 door de heren Giet en Lozie. — Amendementen nr. 867/7. — Tekst verbeterd in plenaire vergadering nr. 867/8 van 20 februari 1997.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 19 en 20 februari 1997.

§ 3. Le collège des procureurs généraux est en outre chargé d'informer le ministre de la Justice et de lui donner avis, d'initiative ou à sa demande, sur toute question en rapport avec les missions du ministère public.

A défaut de consensus, les avis expriment les différentes opinions exposées au sein du collège.

§ 4. Pour l'exécution de ses missions, le collège peut requérir l'aide de membres du ministère public près les cours d'appel.

§ 5. Le collège des procureurs généraux se réunit au moins une fois par mois, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Justice.

Le ministre de la Justice, ou en cas d'empêchement, son délégué, assiste aux réunions du collège lorsqu'elles portent sur des compétences visées à l'article 143ter et lorsque le collège se réunit à sa demande dans le cadre de l'exercice des compétences mentionnées au § 2.

Le ministre préside les réunions du collège auxquelles il assiste.

Pour l'exercice des compétences du collège, et après concertation avec celui-ci, le Roi peut confier à chacun de ses membres des tâches spécifiques.

§ 6. Le Roi règle les modalités de collaboration entre le collège et les services placés sous l'autorité du ministre de la Justice.

§ 7. Le collège fait annuellement rapport au ministre de la Justice. Ce rapport contient la description de ses activités, l'analyse et l'évaluation de la politique des recherches et des poursuites pour l'année écoulée et les priorités pour l'année à venir.

Le rapport est communiqué aux Chambres législatives par le ministre de la Justice et est rendu public.

§ 8. La présidence est assurée, à tour de rôle, pour chaque année judiciaire, successivement par les procureurs généraux près les cours d'appel d'Anvers, de Mons, de Bruxelles, de Gand et de Liège. Avec accord de tous les membres du collège, il peut être dérogé à l'alternance entre procureurs généraux appartenant à un même régime linguistique.

Le procureur général qui assume la présidence fixe l'ordre du jour et l'organisation des réunions. Sous son autorité, le secrétariat est dirigé par un directeur qui participe à toutes les réunions du collège. Celui-ci transmet les ordres du jour et les rapports des réunions du collège des procureurs généraux au ministre de la Justice, aux membres du collège, aux procureurs du Roi, aux auditeurs du travail et aux magistrats nationaux.

§ 9. En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du collège des procureurs généraux, il est remplacé conformément à l'article 324, alinéa 1^{er}.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, en cas d'absence ou d'empêchement du président, la présidence est assumée par le procureur général le plus ancien en rang du même régime linguistique. »

CHAPITRE II. — De la politique criminelle

Art. 3. Un article 143ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 143ter. Le ministre de la Justice arrête les directives de politique criminelle, y compris en matière de politique de recherche et de poursuite après avoir pris l'avis du collège des procureurs généraux.

Ces directives sont contraignantes pour tous les membres du ministère public.

Les procureurs généraux près les cours d'appel veillent à l'exécution de ces directives au sein de leur ressort. »

Art. 4. § 1^{er}. Les mots « Sans préjudice de l'application des articles 143bis et 143ter, » sont ajoutés au début de l'article 398 du même Code;

§ 2. Les mots « Sans préjudice de l'application des articles 143bis et 143ter, » sont ajoutés au début de l'article 399, premier alinéa, du même Code;

§ 3. Het college van procureurs-generaal heeft daarenboven tot taak de minister van Justitie in te lichten en te adviseren, ambtshalve of op diens verzoek, over elke zaak die verband houdt met de opdrachten van het openbaar ministerie.

Bij gebreke van consensus worden de verschillende standpunten in het advies vermeld.

§ 4. Voor de uitvoering van zijn opdrachten kan het college zich laten bijstaan door leden van het openbaar ministerie bij de hoven van beroep.

§ 5. Het college van procureurs-generaal vergadert minstens eenmaal per maand, op eigen initiatief of op verzoek van de minister van Justitie.

De minister van Justitie of, in geval van verhindering zijn gemachtigde, neemt deel aan de vergaderingen van het college indien bevoegdheden, bedoeld in artikel 143ter, worden besproken en wanneer het college op zijn verzoek samenkomt in het kader van de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in § 2.

De minister zit de vergaderingen van het college voor waarop hij aanwezig is.

Met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden van het college kan de Koning, na overleg met dat college, specifieke taken opdragen aan elk lid van het college.

§ 6. De Koning regelt de wijze van samenwerking tussen het college en de diensten die onder het gezag van de minister van Justitie staan.

§ 7. Het college brengt jaarlijks verslag uit aan de minister van Justitie. Dit verslag bevat een toelichting over zijn activiteiten, een analyse en een beoordeling van het opsporings- en vervolgingsbeleid in het voorbije jaar, alsook de prioritaire doelstellingen voor het komende jaar.

Het verslag wordt door de minister van Justitie aan de Kamers medegedeeld en openbaar gemaakt.

§ 8. Het voorzitterschap wordt voor de duur van een gerechtelijk jaar bij toerbeurt achtereenvolgens waargenomen door de procureurs-generaal bij respectievelijk het hof van beroep te Antwerpen, te Bergen, te Brussel, te Gent en te Luik. Er kan met instemming van alle leden van het college worden afgeweken van deze beurtwisseling tussen procureurs-generaal van een zelfde taalstelsel.

De procureur-generaal die het voorzitterschap bekleedt, bepaalt de agenda en de organisatie van de vergaderingen. Het secretariaat wordt onder zijn gezag geleid door een directeur die deelneemt aan alle vergaderingen van het college. Deze deelt de agenda en de verslagen van de vergaderingen van het college van procureurs-generaal mee aan de minister van Justitie, aan de leden van het college, aan de procureurs des Konings, aan de arbeidsauditeurs en aan de nationaal magistraten.

§ 9. Ingeval een lid van het college van procureurs-generaal afwezig of verhinderd is, wordt het lid vervangen overeenkomstig artikel 324, eerste lid.

Onverminderd het bepaalde in het vorige lid wordt het voorzitterschap, bij verhindering of afwezigheid van de voorzitter, bekleed door de oudste procureur-generaal in rang van hetzelfde taalstelsel. »

HOOFDSTUK II. — Het strafrechtelijk beleid

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 143ter ingevoegd, luidende :

« Art. 143ter. De minister van Justitie legt de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid vast, inclusief die van het opsporings- en vervolgingsbeleid, nadat hij het advies van het college van procureurs-generaal heeft ingewonnen.

Deze richtlijnen zijn bindend voor alle leden van het openbaar ministerie.

De procureurs-generaal bij de hoven van beroep staan in voor de tenuitvoerlegging van deze richtlijnen binnen hun rechtsgebied. »

Art. 4. § 1. In artikel 398 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « Het Hof van Cassatie heeft » vervangen door de woorden « Onverminderd de toepassing van de artikelen 143bis en 143ter heeft het Hof van Cassatie »;

§ 2. In artikel 399, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « De procureur-generaal bij het hof van beroep waakt » vervangen door de woorden « Onverminderd de toepassing van de artikelen 143bis en 143ter waakt de procureur-generaal bij het hof van beroep »;

§ 3. Les mots « Sans préjudice de l'application des articles 143bis et 143ter, » sont ajoutés au début de l'article 399, deuxième alinéa, du même Code;

§ 4. Les mots « Sans préjudice de l'application des articles 143bis et 143ter, » sont ajoutés au début de l'article 400 du même Code.

CHAPITRE III. — Du magistrat national

Art. 5. Un article 144bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 144bis. § 1^{er}. Le collège des procureurs généraux est assisté par des magistrats nationaux dont la mission s'étend à l'ensemble du territoire du Royaume.

§ 2. Les magistrats nationaux sont désignés par le Roi, sur proposition du ministre de la Justice et sur avis du collège des procureurs généraux, parmi les membres du ministère public ayant exercé des fonctions de magistrat du ministère public ou de juge d'instruction pendant au moins cinq ans. Ils sont désignés pour un terme de cinq ans, renouvelable, au maximum deux fois.

§ 3. Les magistrats nationaux sont placés sous l'autorité du collège des procureurs généraux. Ils sont chargés, sous la surveillance et la direction du membre du collège que le Roi aura désigné à cette fin après concertation avec le collège des procureurs généraux :

1^o d'assurer la coordination de l'exercice de l'action publique et de faciliter la coopération internationale en concertation avec un ou plusieurs procureurs du Roi. Si nécessaire, ils peuvent donner à cet effet des instructions contraignantes à un ou plusieurs procureurs du Roi, après en avoir informé le procureur général territorialement compétent et sauf décision contraire de sa part;

2^o de prendre toutes les mesures urgentes qui sont nécessaires en vue de l'exercice de l'action publique aussi longtemps qu'un procureur du Roi n'a pas exercé sa compétence légalement déterminée. Ces mesures sont contraignantes pour le procureur du Roi. »

CHAPITRE IV. — Dispositions diverses

Art. 6. Dans l'article 185 du même Code, inséré par la loi du 15 juillet 1970 et modifié par la loi du 17 février 1997, il est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2, un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Le Roi peut également, conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, créer des grades de qualification particulière afin d'assurer le secrétariat du collège des procureurs généraux et celui des magistrats nationaux. Les fonctions exercées dans ces secrétariats sont considérées comme des fonctions exercées dans un parquet ».

Art. 7. L'article 186 du même Code, modifié par les lois des 7 juillet 1969 et 11 juillet 1994, est complété par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Le siège du collège des procureurs généraux et des magistrats nationaux est fixé à Bruxelles ».

Art. 8. Un article 327ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 327ter. Les dispositions des articles 327, alinéa 5, et 327bis, alinéa 4, sont applicables aux magistrats nationaux ».

Art. 9. Un article 355bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 355bis. Les traitements des magistrats nationaux sont les mêmes que ceux fixés par l'article 355 pour les avocats généraux auprès des cours d'appel ».

Art. 10. A l'article 9 du Code d'instruction criminelle, modifié par les lois des 10 juillet 1967, 10 octobre 1967, 11 février 1986 et 3 août 1992, les mots « par les magistrats nationaux » sont ajoutés après les mots « les procureurs du Roi et leurs substituts ».

Art. 11. Dans le même Code, livre 1^{er}, est inséré un chapitre IVbis, intitulé « Des magistrats nationaux », comprenant un article 47bis, rédigé comme suit :

« Art. 47bis. Sans préjudice de l'article 144bis, § 3, 1^o du Code judiciaire, les magistrats nationaux sont chargés de prendre toutes les mesures urgentes qui sont nécessaires en vue de l'exercice de l'action publique aussi longtemps qu'un procureur du Roi n'a pas exercé sa compétence légalement déterminée.

§ 3. In hetzelfde artikel, tweede lid, worden de woorden « De procureur-generaal, de procureur des Konings en de arbeidsauditeurs waken » vervangen door de woorden « Onverminderd de toepassing van de artikelen 143bis en 143ter waken de procureur-generaal, de procureur des Konings en de arbeidsauditeurs »;

§ 4. In artikel 400 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « De minister van Justitie oefent » vervangen door de woorden « Onverminderd de toepassing van de artikelen 143bis en 143ter oefent de minister van Justitie ».

HOOFDSTUK III. — De nationaal magistrat

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 144bis ingevoegd, luidende :

« Art. 144bis. § 1. Het college van procureurs-generaal wordt bijgestaan door nationaal magistraten wier opdracht zich over het gehele grondgebied van het Rijk uitstrekt.

§ 2. De nationaal magistraten worden, op voordracht van de minister van Justitie en op advies van het college van procureurs-generaal, door de Koning aangewezen uit de leden van het openbaar ministerie die gedurende minstens vijf jaar het ambt van magistraat van het openbaar ministerie of van onderzoeksrechter hebben uitgeoefend. Zij worden aangewezen voor een termijn van vijf jaar, die ten hoogste tweemaal hernieuwd kan worden.

§ 3. De nationaal magistraten staan onder het gezag van het college van procureurs-generaal. Zij worden, onder het toezicht en de leiding van het lid van het college dat de Koning hiertoe heeft aangewezen na overleg met het college van procureurs-generaal, met de volgende opdrachten belast :

1^o zorgen voor de coördinatie van de uitoefening van de strafvordering en de internationale samenwerking vergemakkelijken in overleg met een of meer procureurs des Konings. Indien dit noodzakelijk is, kunnen zij daartoe, na de territoriaal bevoegde procureur-generaal te hebben ingelicht en behoudens diens andersluidende beslissing, dwingende onderrichtingen geven aan een of meer procureurs des Konings;

2^o alle dringende maatregelen nemen die met het oog op de uitoefening van de strafvordering noodzakelijk zijn, zolang een procureur des Konings zijn wettelijk bepaalde bevoegdheid niet heeft uitgeoefend. Deze maatregelen zijn bindend voor de procureur des Konings. »

HOOFDSTUK IV. — Diverse bepalingen

Art. 6. In artikel 185 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1970 en gewijzigd bij de wet van 17 februari 1997 wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De Koning kan eveneens, overeenkomstig de bepalingen van het vorige lid, bijzondere graden instellen teneinde het secretariaat van het college van procureurs-generaal en dat van de nationaal magistraten te verzorgen. De in deze secretariaten beklede ambten worden beschouwd als ambten bekleed bij een parket. »

Art. 7. Artikel 186 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 7 juli 1969 en 11 juli 1994, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De zetel van het college van procureurs-generaal en van de nationaal magistraten bevindt zich te Brussel. »

Art. 8. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 327ter ingevoegd, luidende :

« Art. 327ter. De bepalingen van de artikelen 327, vijfde lid, en 327bis, vierde lid, zijn van toepassing op de nationaal magistraten. »

Art. 9. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 355bis ingevoegd, luidende :

« Art. 355bis. De nationaal magistraten genieten dezelfde wedde als bepaald in artikel 355 voor de advocaten-generaal bij de hoven van beroep. »

Art. 10. In artikel 9 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij de wetten van 10 juli 1967, 10 oktober 1967, 11 februari 1986 en 3 augustus 1992, worden na de woorden « Door de procureurs des Konings en hun substituten » de woorden « Door de nationaal magistraten », ingevoegd.

Art. 11. In het Wetboek van Strafvordering, eerste boek, wordt een hoofdstuk IVbis ingevoegd, onder het opschrift « Nationaal magistraten » en bestaande uit een artikel 47bis, luidende :

« Art. 47bis. Onverminderd artikel 144bis, § 3, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek hebben de nationaal magistraten als opdracht alle dringende maatregelen te nemen die met het oog op de uitoefening van de strafvordering noodzakelijk zijn zolang de procureur des Konings zijn wettelijk bepaalde bevoegdheid niet heeft uitgeoefend.

Dans l'exercice des compétences visées à l'alinéa 1^{er}, les magistrats nationaux disposent de tous les pouvoirs que la loi confère au procureur du Roi. Dans le cadre de ceux-ci ils peuvent procéder ou faire procéder à tous actes d'information ou d'instruction relevant de leurs attributions sur l'ensemble du territoire du Royaume. »

Art. 12. L'article 2 de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, abrogé par la loi du 10 novembre 1970, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Le nombre des magistrats nationaux est fixé à 3 et peut être porté jusqu'à un maximum de 5 par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres ».

Art. 13. L'article 43bis, § 4, alinéa premier, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire inséré par la loi du 10 octobre 1967 et modifié par la loi du 23 septembre 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Nul ne peut être nommé procureur général près la cour d'appel de Bruxelles ou magistrat national, s'il ne justifie de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise. Un magistrat national au moins doit justifier par son diplôme d'avoir subi les examens de docteur ou de licencié en droit en langue française et un magistrat national au moins doit justifier par son diplôme d'avoir subi ces examens en langue néerlandaise.

Ces nombres sont portés à deux si le nombre des magistrats nationaux est augmenté par arrêté royal conformément à l'article 2 de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire. »

Art. 14. Le collège des procureurs généraux est présidé par le procureur général le plus ancien en rang, lors de l'année judiciaire pendant laquelle le collège des procureurs généraux est installé.

Art. 15. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi et au plus tard six mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Bij de uitoefening van de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden, beschikken de nationaal magistraten over alle wettelijke bevoegdheden van de procureur des Konings. In het kader daarvan kunnen zij over het gehele grondgebied van het Rijk alle daden van opsporing of van gerechtelijk onderzoek verrichten of gelasten die tot hun opdracht behoren ».

Art. 12. Artikel 2 van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, opgeheven bij de wet van 10 november 1970, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Het aantal nationaal magistraten wordt vastgesteld op 3 en kan bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden uitgebreid tot maximaal 5 ».

Art. 13. Artikel 43bis, § 4, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken, ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967 en gewijzigd bij de wet van 23 september 1985, wordt vervangen als volgt :

« Niemand kan tot procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel of tot nationaal magistraat worden benoemd indien hij het bewijs niet levert van de kennis van de Nederlandse en van de Franse taal. Ten minste één nationaal magistraat moet door zijn diploma bewijzen dat hij het examen van doctor of licentiaat in de rechten in het Frans heeft afgelegd en ten minste één nationaal magistraat moet door zijn diploma bewijzen deze examens in het Nederlands te hebben afgelegd.

Deze aantallen worden op twee gebracht als het aantal nationaal magistraten verhoogd wordt bij koninklijk besluit, overeenkomstig artikel 2 van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting. »

Art. 14. Tijdens het gerechtelijk jaar waarin het college van procureurs-generaal wordt ingesteld, wordt het voorzitterschap ervan waargenomen door de procureur-generaal die de oudste in rang is.

Art. 15. Deze wet treedt in werking op de door de Koning bepaalde datum en uiterlijk zes maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

MINISTERIE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 844

[C - 97/344]

25 AVRIL 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 février 1997 réglant certaines méthodes de protection du transport de valeurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage, notamment les articles 2, § 1^{er}, 8, §§ 4 et 5 et 9;

Vu la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, notamment les articles 70bis et 72, modifié par l'arrêté royal du 23 avril 1997 portant des mesures relatives à la gendarmerie en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union Economique et Monétaire Européenne;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 844

[C - 97/344]

25 APRIL 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 1997 houdende regeling van bepaalde methodes ter beveiliging van het waardenvervoer

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, inzonderheid op de artikelen 2, §1, 8§§4 en 5, en 9;

Gelet op de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, inzonderheid op artikelen 70bis en 72, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 23 april 1997 houdende maatregelen met betrekking tot de rijkswacht met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie;